

Les tribunaux environnementaux des peuples : forces de propositions doctrinales transnationales face aux carences du droit

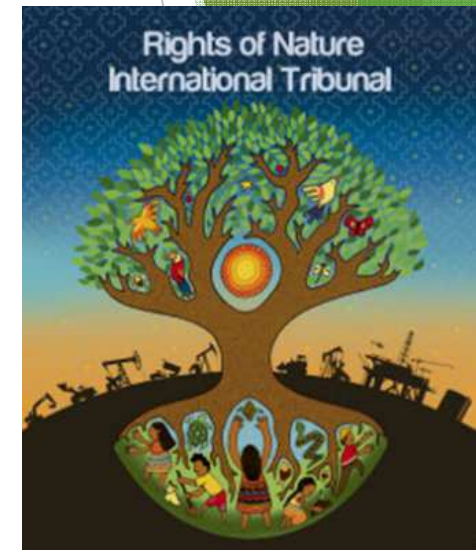
COLLOQUE
MONDIALISATION & DROIT DU DEVELOPPEMENT DURABLE
SOUS L'ANGLE CINEMATOGRAPHIQUE

14 juin 2016

EHESS

Christel COUNIL (christel.counil@univ-paris13.fr)
Maître de conférence en droit public - Université Paris 13, Sorbonne, Paris, Cité
membre du laboratoire Iris et du CERAP

<https://sites.google.com/site/counilchristel/home/>



CERAP
Le Centre d'Etudes et de Recherches
Administratives et Politiques



UNIVERSITÉ

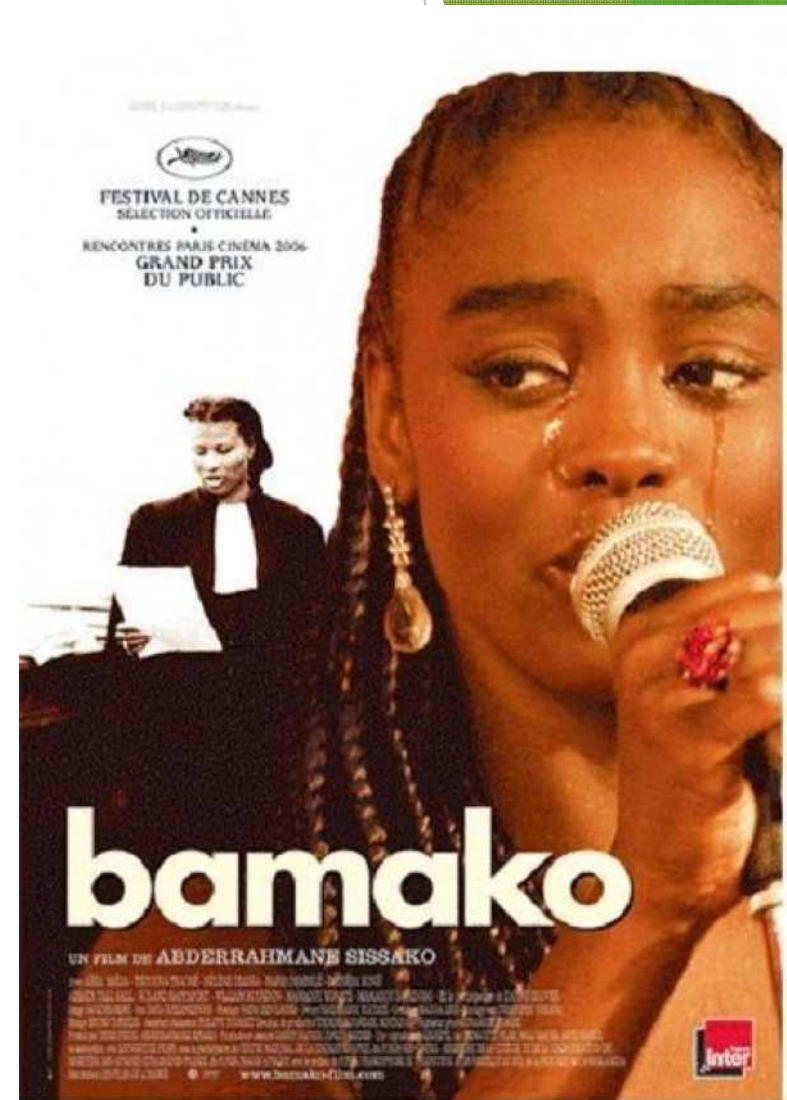
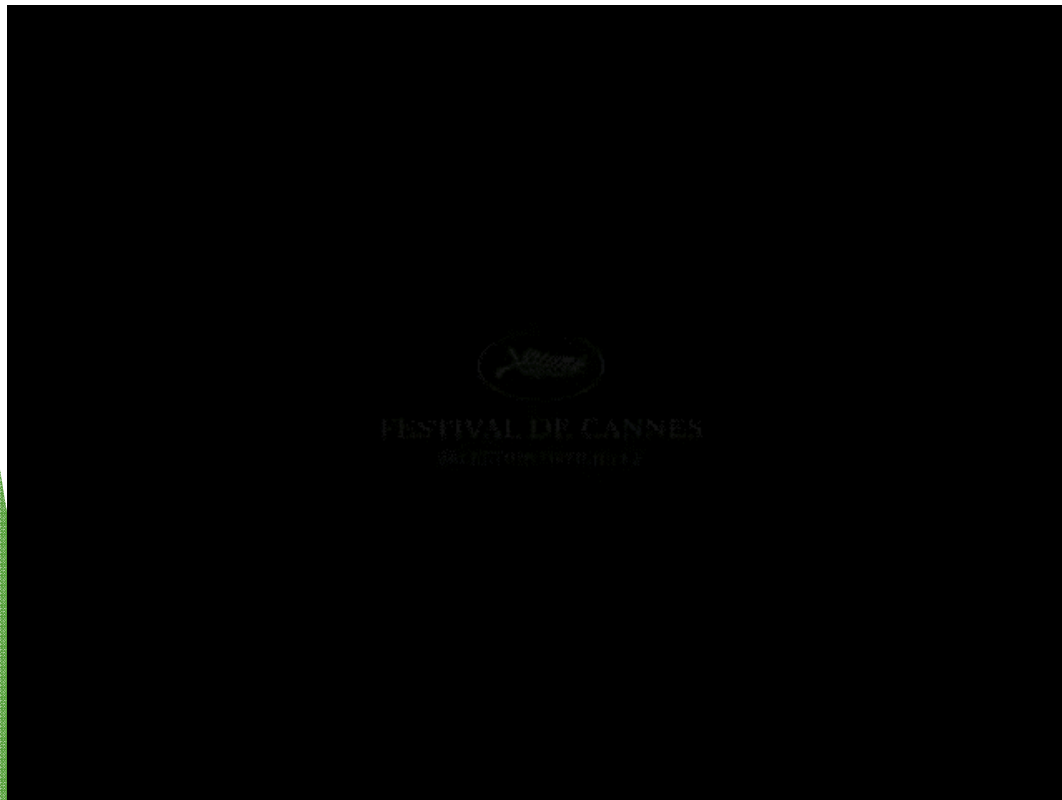
PARIS 13
NORD

CAMPUS
CONDORCET
Paris-Aubervilliers



Base de réflexion : Film Bamako, 2006, d'Abderrahmane SISSOKO

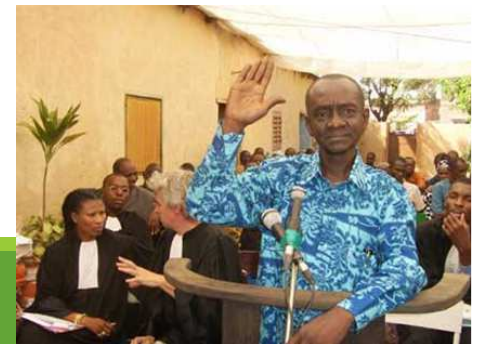
- ▶ BAMAÑO, Mali, 2006
- ▶ Scénario et réalisation : Abderrahmane Sissako
- ▶ Interprétation : Aïssa Maïga, Tiécoura Traoré, Hamadoun, Kassogué, Habib Dembele, Héléne Diara
- ▶ Distribution : Les films du Losange / Durée : 1 h 58
- ▶ Extrait



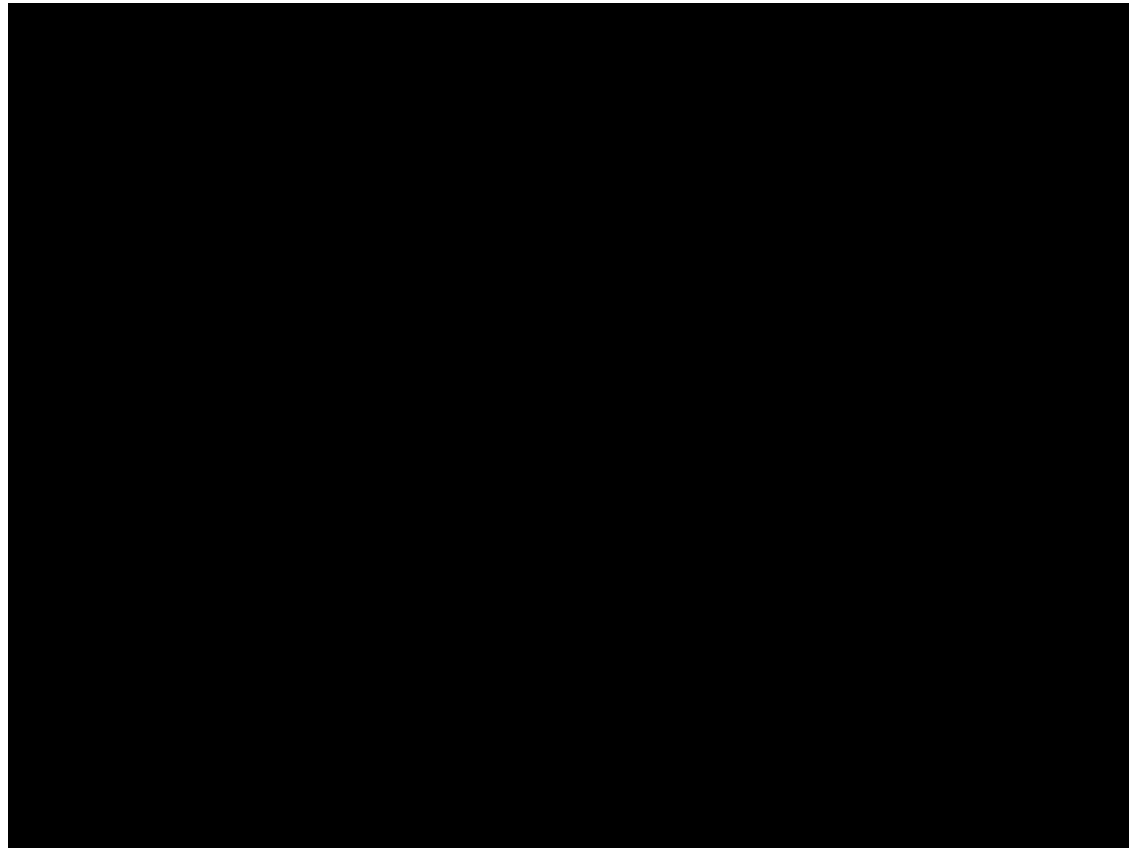
✓ « **A un film il faut de l'arrogance. Aucune cour n'instruit le procès des institutions financières internationales ? Abderrahmane Sissako va l'inventer** ». Citation de F. Bégaudeau (Palme d'or à Cannes 2008 pour « Entre les murs ») Cahier du cinéma

- ✓ Simulation du procès « impossible » de la banque mondiale et du FMI
- ✓ Mise en scène théâtrale du procès **dans/devant la « cour »** du village
- ✓ Acteurs non professionnels et magistrats professionnels
 - Avocats de la partie civile (la population africaine) William Bourdon (avocat et Président-fondateur de SHERPA)
 - Avocat de la défense de la banque mondiale et du FMI (Roland Rappaport, avocat)
 - 1^{er} témoin à comparaître : A. Traoré, écrivain et ex-ministre de la culture du Mali

- ✓ Objectif : **faire exister une justice à hauteur et pour le peuple**
- ✓ Démontrer **les responsabilités** de la BM et FMI : ravage de la mondialisation sur le local : corruption, démembrement des services publics, paupérisation, etc..
- ✓ Faire exister les possibilités **de compensation/ réparation** : remboursement de la dette, etc..
- ✓ Sissako nous interroge sur la **fonction du procès** (qui ne peut avoir lieu)
 - « *une neutralisation de l'agressivité du monde, une annulation provisoire des tragédies, une suspension des hostilités au profit de la pacifique joute dialectique* », F. Bégaudeau
 - Les carences du DIP et les besoins de justice (à construire)



Extrait 2



Les « tribunaux des peuples »

➤ Bc d'initiatives de justice par le peuple partout dans le monde ces 30 dernières années

➤ Terminologie variable

- « tribunal de conscience »
- « tribunal moral »
- « tribunal d'opinion »
- « tribunal populaire » ou des peuples
- « tribunal citoyen »

➤ **Tribunal permanent des Peuples (TPP) (1979)**

➤ Basé sur la Déclaration universelle des droits des peuples (Alger, 1976) et sur les textes de droit international. (à l'initiative du sénateur et théoricien italien Lelio Basso)

➤ Inspiration de Bertrand Russell et Jean-Paul Sartre menaient un tribunal international d'opinion sur les crimes de guerre au Vietnam en 1966

➤ Plusieurs sessions de « justice » :

➤ le Sahara occidental, l'Argentine, l'Érythrée, les Philippines, le Salvador, l'Afghanistan, le Timor oriental, le Zaïre, le Guatemala, le génocide des Arméniens, l'intervention des États-Unis au Nicaragua, l'Amazonie Brésilienne, le Tibet

➤ **Tribunal permanent du peuple sur les risques industriels et écologiques (Bophal 1992)**

➤ **Session sur les produits chimiques (2011)**

➤ **Permanent Peoples' Tribunal Session on the Human Rights Impacts of Fracking (La Haye 2017)**

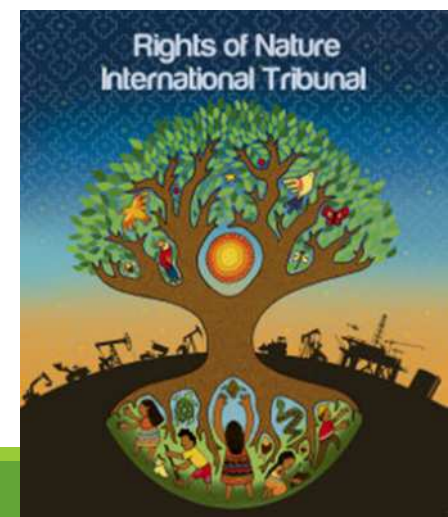
➤ **Fonction de plaidoyer** : **Sentence** remise aux institutions (Parlement européen, OI, ONU, organisations humanitaires, etc.)

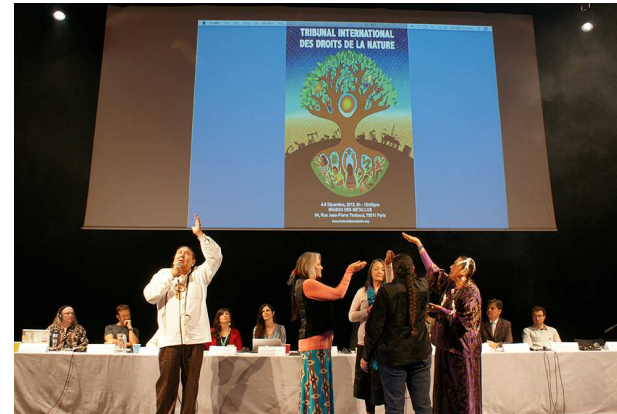
Multiplication des tribunaux environnementaux des peuples

- 1. OXFAM, Climate hearings** permettent aux victimes du changement climatique de se faire entendre
 - En 2009, Oxfam des « hearing » dans plus de 36 pays et des "tribunaux climatiques" en 2010, notamment au Bangladesh.
- 2. Climate Justice Tribunal (2010)**
 - cette proposition a été travaillée dans l'atelier n°5 de la Conférence mondiale des peuples contre le changement climatique de Cochabamba, en Bolivie
- 3. Ecocide trial (2011)**
 - organisé dans la Supreme Court of England and Wales (simulation sur potentialité de l'écocide en raison des pratiques destructrices des sables bitumineux du Canada (**Pollys Higgins**))
- 4. Tribunal pour les crimes contre la nature et le futur de l'humanité (2012)**
 - Fondé en équateur suite à l'Appel lancé à Rio+20 par Edgar Morin, sénateur brésilien Cristovam Buarque, **Eva Joly** et Doudou Diène, le professeur de sociologie Alfredo Pena-Vega et le **professeur de droit de l'environnement Michel Prieur**
- 5. Tribunal International des Droits de la Nature (2014, 2015)**
 - 1ère Session, Inauguration à Quito Equateur
 - 2ème session à Lima, Pérou décembre 2014, pendant la COP 20
 - 3ème session organisée par la Global Alliance des Droits de la Nature en partenariat avec End Ecocide on Earth Nature Rights et Attac (Pendant la COP21, Paris)
 - 4ème session se tiendra au Maroc (COP22) ou à La Haye ?
- 6. Tribunal de Monsanto** 12 au 16 octobre 2016 (universitaires et ONG)
- 7. Tribunal du gaz de schiste** 2017 (universitaire et TPP)

Le Tribunal International des droits de la Nature

- Organisée par la Global Alliance des Droits de la Nature en partenariat avec End Ecocide on Earth, Nature Rights et Attac
- **Quand? 4-5 décembre**, Maison des métallos Pendant la COP21 / 3^{ème} session
- **Qui ? différents acteurs**
 - ONG des mouvements de défense des droits de l'environnement et de la nature, des droits de l'homme
 - représentants des peuples autochtones
 - des militants et activistes écologiques et DH
 - des scientifiques
 - des experts
 - citoyens
 - **mais aussi quelques juristes (universitaires, avocats).**
- **Utilisation d'un répertoire d'actions « juridiques »**
 - simulations de procès
 - arguments à charge
 - identification des coupables
 - logiques de condamnations
 - transparence de la justice (audience filmée, ouvert à tous)
 - Mobilisation d'arguments de droits
 - Sorte de sentence : compte rendu
- Forme de **doctrine** environnementale **transnationale** inédite et émergente ?





Les acteurs : juge, partie civile et défense

Partie Civile

65 plaignants, de 32 nationalités et 7 langues différentes

Accusé

Etat et multinationale

Les juges

President – Cormac Cullinan (Global Alliance for the Rights of Nature, and author of Wild Law- South Africa); **Tom BK Goldtooth** (Indigenous Environmental Network, Turtle Island – USA); **Alberto Acosta** (Economist and former president of the Constitutional Assembly – Ecuador); **Osprey Orielle Lake** (Women’s Earth and Climate Action Network – USA); **Terisa Turner** (International Oil Working Group, Friends of the Earth – Canada, professor – Canada and USA); **Felicio Pontes** (Federal Prosecutor – Brazil) ; **Damien Short** (Director Human Rights Consortium, University of London – UK); **Atossa Soltani** (Amazon Watch founder – USA); **Nnimmo Bassey** (Health of Mother Earth Foundation / Oilwatch – Nigeria); **Ruth Nyambura** (African Ecofeminists Collective – Kenya); **Christophe Bonneuil** (Historian of Sciences, CNRS, Attac – France); **Philippe Desbrosses** (Doctor in Environmental Sciences, Farmer, Intelligence Verte – France); – Honorary Judge on December 4th **Dominique Bourg** (philosopher and author, University of Lausanne, Switzerland).

Co-Prosecutors Linda Sheehan, Earth Law Center, USA and Ramiro Avila, Universidad Andina Simón Bolívar, (Ecuador) represented Mother Earth. Natalia Greene, Global Alliance for the Rights of Nature (Ecuador) served as Secretariat.

Verdict

- *le gouvernement équatorien est tenu responsable des actes de criminalisation de défenseurs de la nature.*
- *Condamnation des chantiers des barrages du Belo Monte et du Tapajós.*
- *Pire écocide de l'Amazonie : cas Chevron (déversement de milliards de litres de pétrole à ciel ouvert, en Equateur et au Brésil)*
- *Souhaite qu'une « justice restauratrice doit être appliquée sans délais »*

Proposition doctrinale : Recommandations

- *faire en sorte que le Statut de Rome de la Cour pénale internationale rende possible la poursuite des responsables de crimes d'écocide + droit de la terre*

Tribunal de Monsanto (oct 2016)

Le tribunal Monsanto vont plus loin avec une **véritable simulation de procès**

1. Sur la formation : les futurs juges seront tous des professionnels du droit
2. La représentation des parties : des avocats de profession
3. Étude des dossiers :
 - Préparation d'un argumentaire juridique poussé sur les droits mobilisés
 - Session de préparation par des étudiants en droit et coordonnée par des académiques (E. Gaillard MCF Caen) / (O. De Schutter Université ULB ancien rapporteur spécial alimentation ONU)
4. Délibéré : préparation d'un jugement sur le fond

Les caractéristiques d'une doctrine ?

Existence, Méthode, Fonctions et manifestations de la doctrine

- Cf. définition de J. Chevallier (4 fonctions: **interprétation, systématisation, production de nouvelle représentation et participation à l'élaboration de la norme**).
- Les tribunaux (Nature, Monsanto, Schiste)
 1. Discours sur la protection de l'environnement et des victimes des dégradations environnementales : **rôle de déconstruction du droit actuel (carence/défaillance)**
 2. Discours portant sur la recherche d'une amélioration du droit : **rôle de proposition de droit**
 3. Discours à vocation transnational sur des enjeux globaux aux conséquences locales : **diffusion et rayonnement du discours transnational**
 4. **Partie prenante à la production du droit ?**

1. Rôle de déconstruction

Mise en lumière des défaillances du droit : *rôle critique sur le droit positif*

- les impunités
- le défaut de responsabilités des entreprises ou consortium public-privé (choix de EMN emblématiques : Chevron, Monsanto, Équateur, etc.)
- les carences du droit (absence de sanctions et de mécanisme de contrôle)
- l'inefficacité des outils juridiques
- l'ineffectivité du droit

2. Rôle de proposition

Faire apparaître les nouveaux besoins du droit : rôle de proposition de la doctrine

- Propositions de réformes du droit, nouveaux outils, nouveaux organes juridictionnels, nouvelles qualifications juridiques ou catégories juridiques.
 - ✓ Trib Nature: *droit de la terre mère (Déclaration universelle des droits de la Terre), écocide et écocrime*
 - ✓ Trib Monsanto: *écocide, communaux globaux, droit des générations futures, modification du droit pénal CPI*
 - ✓ Trib Schiste : *Droit de l'homme et atteinte à l'environnement*
 - Test « grandeur nature » d'outils juridiques
 - ✓ Trib Monsanto a pour objectif de qualifier et de juger les dommages causés par la multinationale, il devrait prendre appui tant sur les Principes directeurs relatifs aux entreprises de l'ONU (2011) et sur la proposition portant sur l'écocide
 - ✓ Trib Schiste : met en place des Preliminary Mini-tribunals and Fact Finding Hearings
- **Production d'un discours sur la nécessaire évolution du droit... "lege ferenda"**

Cadre référentiel du Tribunal on fracking

Mobilisation d'arguments droit de l'Homme : "A Human Rights Tribunal on Fracking"


Extrait site du tribunal <https://www.tribunalonfracking.org/human-rights-norms/>

Human Rights Norms

Specific human rights norms at issue will be determined by legal advocates preparing the cases, but may include:

- The right to life, security of person and bodily integrity;
- The right to health;
- The right to a healthy, viable and supportive environment;
- The right to water;
- The rights to access to information and public participation in environmental decision making;
- The right to justice, equality and non-discrimination in environmental matters;
- The right to respect for private and family life;
- The right to property;
- The right to peacefully enjoy one's possessions;
- The right to a social and international order in which all human rights may be fully realized.

These norms can be found in a variety of international human rights instruments, including those comprising the international Bill of Rights:

- [The Universal Declaration of Human Rights](#)
 - [The International Convention on Civil and Political Rights](#)
 - [The International Convention on Social, Economic and Cultural Rights](#)
- 

Des « Académiques » dans le Comité scientifique du Tribunal on fracking

Les promoteurs anglo-saxons de l'approche DH des enjeux environnementaux

Organizing coalition

Three organizations have joined together as a coalition to organize and plan the Permanent Peoples' Tribunal Session on Human Rights and Fracking. We are:

The Global Network for the Study of Human Rights and the Environment

Anna Grear, Director (professeur de droit)

Cardiff Law School
Museum Avenue
Cardiff, S Glam CF10 3AX
United Kingdom

Environment and Human Rights Advisory

Tom Kerns, Director (reader à l'université de Londres)

PO Box 907
Yachats, OR 97498
USA

Human Rights Consortium

Damien Short, Director

School of Advanced Study
University of London
Senate House
Malet Street
London WC1E 7HU
United Kingdom

3. Diffusion : globalisation des propositions & synergie entre les luttes

- Émergence d'une doctrine environnementale transnationale
- Diffusion et grande audience des idées par internet et réseaux sociaux
- Circulation des idées (cf. Numéro: Critique internationale, *Circulation des savoirs et champs transnationaux* , 2013/2 (N° 59))
- Synergie avec d'autres luttes connexes
- Multiplication des « Réseaux d'activisme » transnational sur les questions de droit
- Convergence de lutte : illustrations de propositions doctrinales qui se structurent partout dans le monde avec :
 1. le mouvement sur la promotion de l'approche droit de l'Homme des enjeux environnementaux
 2. la création d'une justice pénale internationale de l'environnement
 3. le mouvement pour une justice climatique/ env
 4. le mouvement pour la terre mère
 5. Etc.

4. Partie prenante à la production du droit ?

- Impact du travail de cette doctrine environnementale transnationale ?
 - Difficile d'évaluer le poids de ces propositions dans les « espaces de création » des normes
 - Les forums de diffusion ? : les COP, les tribunaux, les assemblées parlementaires, des politiques, etc.
- Constat « d'une étanchéité » plus ou moins grande selon les thématiques plus porteuses que d'autres
- Concurrence d'agenda

Objectif : faire reconnaître l'écocide

Au plan international

- Enjeux faire adopter le 5eme crime de l'humanité.
- Modifier de le statut de Rome

Au plan européen

- ICE : échec 2012

Au plan national

10 Etats ont reconnu dans leur législation

- 1.Criminal Code Georgia 1999
- 2.Criminal Code the Republic of Armenia 2003
- 3.Criminal Code Ukraine 2001
- 4.Criminal Code Belarus 1999
- 5.Penal Code Kazakhstan 1997
- 6.Criminal Code Kyrgyzstan 1997
- 7.Penal Code Republic of Moldova 2002
- 8.Criminal Code Russian Federation 1996
- 9.Criminal Code Tajikistan 1998
- 10.Penal Code Vietnam 1990

De « l'influence » à des fins de lex data

Utilisation du relais du politique en vue d'une consécration juridique

■ France

- Présentation du projet au Président de la République
- Delphine Bata l'a abordé 2 fois à l'Assemblée nationale
- Consultation publique sur le projet de loi sur la biodiversité : demande d'entrée de l'écocide
- Relais des académiques : L. Neyret. M. Delmas Marty

■ Dans le monde

- Prise de position récentes de chefs d'Etat (R. Correa, Président de l'Equateur, Bolivie)
- En discussion en Suède et Autriche
- Adoption de certaines Résolutions politiques sur l'adoption d'une loi Ecocide (Parti des Verts aux Pays de Gall, mars 2016)

■ ONU

- Le rapport spécial Knox a auditionné l'ONG organisatrice du tribunal de la Nature et Monsanto et a évoqué dans son rapport les projets
- Virtual dialogue of the General Assembly on Harmony with Nature (22 avril- 22 juin 2016)
 - ✓ Faire des propositions recommandations pour AG de septembre 2016
- Projet des 17 amendements Crime écocide donnés à plusieurs délégations d'Etats (Pays insulaires SIDS), à Ban Ki-Moon
 - ✓ Présenter le projet à la prochaine session de révision de CPI (2016/2017) modification du statut de Rome
 - ✓ Mais maj de 2/3 soit 82 Etats



Merci de votre attention